

**Art. 20.** Minstens eenmaal per jaar richt de Dienst Boekhoudingsinspectie een controleverslag tot de Minister van Huisvesting, tot de Minister van Begroting en Financiën en tot de rekenplichtige van het Fonds; telkens wanneer de Dienst elementen die van aard zijn de financiële toestand van het Fonds te schaden opmerkt, worden deze gemeld.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1986.

Brussel, 26 juni 1986.

M. WATHELET  
A. DECLÉTY  
Ch. AUBECQ  
A. LIENARD  
D. DUCARME

F. 86 — 1563

**17 JUILLET 1986. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon  
concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger  
en réserves naturelles agréées par les associations privées**

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 6, 10 à 13, 18, 19 et 37, loi modifiée par le décret du Conseil Régional Wallon du 11 avril 1984 complétant ladite loi par des dispositions particulières pour la Région Wallonne;

Vu l'avis favorable du Ministre de la Région Wallonne ayant le contrôle budgétaire dans ses attributions, daté du 25 juin 1986;

Vu l'avis du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la nature;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant l'effort important consenti par les associations privées dans la sauvegarde et la gestion du patrimoine naturel;

Considérant que cet effort doit être reconnu et soutenu,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions légales**

**Article 1er.** Sauf dérogation dûment motivée et prévue dans l'arrêté d'agrément, l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation publique, sont applicables dans les réserves naturelles agréées.

**Art. 2.** Un terrain occupé par des bois et forêts soumis au régime forestier ne peut être agréé comme réserve naturelle en application du présent arrêté que si le plan de gestion prévu par l'article 7 est conforme au plan d'aménagement prescrit par les articles 31 à 34 du Code forestier.

**Art. 3.** Il faut entendre par « occupant » au sens du présent arrêté, toute personne physique ou morale de droit privé qui assure la gestion d'une réserve naturelle en vue de la conservation de la nature au sein de cette réserve.

**CHAPITRE II. — Conditions d'agrément**

**Art. 4.** L'Exécutif peut agréer une aire comme réserve naturelle à la condition que sa valeur écologique et scientifique soit reconnue par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature.

**Art. 5.** L'occupant peut être soit une personne physique, soit une personne morale autre que l'Etat, la Communauté ou la Région.

S'il s'agit d'une personne morale de droit privé, il faut qu'elle ait la forme d'association sans but lucratif ou d'établissement public et qu'elle ait pour objets statutaires principaux la conservation de la nature et la gestion de réserves naturelles.

**Art. 6.** L'occupant doit avoir le droit d'occuper le terrain pour une durée de vingt ans au moins, en qualité de propriétaire, d'emphytéote ou de locataire.

Il doit également justifier de droits suffisants pour satisfaire aux obligations découlant du présent arrêté et de l'arrêté d'agrément, notamment au point de vue de la durée de l'affectation du terrain à la réserve naturelle.

Le gestionnaire doit, au moment de la demande d'agrément, assumer la gestion du terrain depuis plus d'un an.

**Art. 7.** Le gestionnaire de la réserve naturelle proposée à l'agrément établit un plan de gestion.

**Art. 8.** Au moment de la demande d'agrément, la surveillance de la réserve doit pouvoir être assumée par un conservateur ou un garde assermenté.

**CHAPITRE III. — Demande d'agrément**

**Art. 9.** La demande d'agrément d'une réserve naturelle est adressée par le propriétaire au Ministre chargé de la conservation de la nature.

La demande comprend les renseignements suivants et y sont joints les documents désignés ci-après :

A. Concernant le terrain :

- 1° sa désignation, sa superficie et sa localisation au moyen d'un plan de situation;
- 2° un extrait du plan cadastral avec la mention des numéros parcellaires des terrains;
- 3° pour chaque parcelle incluse dans l'aire de la réserve, une copie certifiée conforme de l'acte établissant les droits de l'occupant sur le bien;
- 4° l'accord de l'occupant de chacune des parcelles visées par la demande;

**B. Concernant l'occupant :**

- 1<sup>o</sup> son nom, son domicile ou son siège;
- 2<sup>o</sup> le nom et l'adresse du conservateur ou du garde assermenté chargé de la surveillance;
- 3<sup>o</sup> s'il s'agit d'une association sans but lucratif ou d'un établissement public, un exemplaire ou une copie certifiée conforme des statuts publiés aux annexes du *Moniteur belge*, leurs modifications éventuelles ainsi que la composition du Conseil d'Administration en exercice;

**C. Concernant le plan de gestion :**

- 1<sup>o</sup> un inventaire des données écologiques disponibles au moment de la demande d'agrément ainsi qu'une carte mentionnant les éléments d'intérêt particulier et la répartition des grands types de milieux;
- 2<sup>o</sup> l'énoncé des objectifs poursuivis par la gestion;
- 3<sup>o</sup> la mention des périodes, des endroits et de la nature des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs;
- 4<sup>o</sup> les modalités d'accès du public;
- 5<sup>o</sup> les points pour lesquels une dérogation aux prescriptions de l'article 1er est nécessaire et justifiée.

**Art. 10.** La demande d'agrément et l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature y afférent sont transmis pour avis à la députation permanente sur le territoire de laquelle la réserve est située. Après consultation, endéans les trente jours, du collège des Bourgmestre et échevins sur le territoire duquel la réserve est située, la députation permanente donne, dans les soixante jours de la réception de la demande du Ministre chargé de la conservation de la nature, son avis sur la demande d'agrément. Si le collège des bourgmestre et échevins ou la députation permanente ne notifie pas leur avis dans les délais prescrits, l'avis est réputé favorable.

**Art. 11. § 1er.** L'Exécutif statue sur chaque demande d'agrément.

L'arrêté de refus doit être motivé.

L'arrêté d'agrément est notifié à l'occupant et au propriétaire. Il est publié, par extrait, au *Moniteur belge*.

**§ 2.** L'agrément est accordé pour une durée minimale de vingt ans, sauf retrait ou suspension conformément à l'article 13.

**§ 3.** Pour la surveillance de la réserve, l'arrêté d'agrément désigne le fonctionnaire de l'Inspection générale des forêts et de l'environnement qui sera chargé notamment de veiller au respect des conditions d'agrément et d'utilisation des subventions.

**§ 4.** L'agrément peut être renouvelé.

La demande de renouvellement doit être introduite au cours de l'avant-dernière année de la période pour laquelle l'agrément a été accordé. Les renseignements et documents accompagnant la demande de renouvellement peuvent être limités à ceux qui concernent les modifications qui se sont produites pendant la période pour laquelle l'agrément a été accordé.

**Art. 12.** L'occupant est tenu de communiquer par écrit au fonctionnaire chargé de la surveillance de la réserve, toute modification de l'identité du conservateur ou du garde assermenté ainsi que tout renseignement demandé par le fonctionnaire ou par le Ministre chargé de la conservation de la nature.

**Art. 13.** S'il est dérogé, au cours de la période pour laquelle l'agrément a été accordé, à une ou plusieurs des conditions d'agrément ou si un manquement grave aux dispositions du plan de gestion est constaté, l'occupant de la réserve naturelle peut être mis en demeure par le fonctionnaire chargé de la surveillance de la réserve naturelle, d'apporter les modifications nécessaires. Si, après un délai de trois mois, l'occupant n'a pas donné suite à l'injonction, l'agrément peut être retiré ou suspendu par l'Exécutif, après que celui-ci a pris l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature.

**Art. 14.** Si l'occupant entend modifier le plan de gestion ou le règlement d'accès du public, il est tenu d'en demander l'autorisation à l'Exécutif, qui statue selon la procédure déterminée par l'article 10 et motive sa décision conformément à l'article 11, § 1er, alinéa 2.

En outre, les règles relatives à la publication et à la notification de la décision, énoncées dans l'article 11, § 1er, sont également applicables.

**CHAPITRE V. — Subventions**

**Art. 15. § 1er.** Des subventions peuvent être accordées aux occupants des réserves naturelles agréées. Elles consistent en une subvention de base fixe et en une subvention de participation aux frais d'aménagement de la réserve.

Dans les limites des crédits budgétaires et des délégations prévues par l'article 69 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le Ministre chargé de la conservation de la nature fixe annuellement le montant des subventions.

**§ 2.** Aucune subvention ne peut toutefois être accordée pour des réserves naturelles concernant des parcelles soumises au Code Forestier.

**Art. 16.** En vue de bénéficier des subventions prévues à l'article 15, l'occupant fait parvenir, au fonctionnaire désigné en vertu de l'article 11, § 3 et au plus tard le 1er février de l'exercice, les documents suivants :

- un état des travaux de gestion effectués au cours de l'année écoulée et des travaux projetés pour l'exercice à venir;
- un bref rapport relatif à l'évolution de la faune et de la flore de la réserve ainsi qu'aux problèmes et perspectives de sa gestion.

Les règles de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle et à l'octroi des subventions sont d'application.

**Art. 17.** Des subventions peuvent être accordées pour l'achat de terrains à ériger en réserves naturelles, au bénéfice d'associations sans but lucratif ou d'établissements d'utilité publique, après avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, à condition qu'ils aient pour objets principaux la conservation de la nature et la gestion de réserves naturelles, et à condition que le terrain puisse être érigé en réserve naturelle agréée.

Les personnes morales reconnues comme susceptibles de bénéficier de ces subventions sont :

- Ardenne et Gaume, association sans but lucratif, fondée le 20 décembre 1941, et ayant son siège social à 5000 Namur, rue de Coquelet 145;
- Réserves Naturelles et Ornithologiques de Belgique, association sans but lucratif, fondée le 10 février 1951, et ayant son siège social à 1040 Bruxelles, rue Vautier 29.

Après avis du Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature, l'Exécutif peut ouvrir l'accès à ces subventions à d'autres personnes morales qui en feraient la demande.

**Art. 18.** En vue de bénéficier des subventions prévues à l'article 17, les deux associations désignées à cet article et les personnes morales éventuellement désignées par l'Exécutif conformément à ce même article, font parvenir au Ministre chargé de la conservation de la nature, au plus tard le 1er février de l'exercice, les documents suivants :

1<sup>o</sup> la liste des terrains qu'ils ont acquis au cours de l'exercice précédent, avec pour chacun d'eux, les indications suivantes : localisation au moyen d'un plan de situation et d'un extrait du plan cadastral avec la mention des numéros parcellaires; copie de l'acte authentique d'achat ou de tout document attestant que cet achat a bien eu lieu; servitudes éventuellement reconnues ou concédées; prix payé en principal et frais d'acte;

2<sup>o</sup> une brève description de l'intérêt biologique des terrains acquis et des possibilités qu'ils offrent d'être gérés en réserves naturelles agréées.

**Art. 19.** Dans les limites budgétaires dont il dispose, le Ministre chargé de la conservation de la nature fixe annuellement le montant des subventions qu'il accorde pour l'achat des terrains concernés à l'article 18. Ce montant ne peut dépasser 50 p.c. du montant total des achats effectués par le demandeur au cours de l'exercice précédent.

Les règles de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle et à l'octroi des subventions sont d'application.

**Art. 20.** Les personnes morales qui ont bénéficié, pour l'achat de terrains, des subventions décrites aux articles 17 à 19, sont tenues dans les dix-huit mois, d'introduire une demande d'agrément pour ceux-ci, conformément au présent arrêté.

Si cet agrément est refusé pour le motif que la valeur écologique et scientifique du terrain n'est pas reconnue comme suffisamment importante par le Conseil Supérieur Wallon de la Conservation de la Nature, le Ministre chargé de la conservation de la nature peut exiger la ristourne de la totalité du montant des subventions reçues pour l'achat desdits terrains.

**Art. 21.** Toute aliénation totale ou partielle, sous quelle que forme que ce soit, y compris par fusion, absorption, liquidation, apport en société, d'une parcelle agréée comme réserve naturelle au sens du présent arrêté, donnera de plein droit ouverture à un droit de préemption au bénéfice de la Région Wallonne.

L'exercice de ce droit est confié aux Comités d'acquisition d'immeubles, conformément à l'arrêté royal du 3 novembre 1980 relatif aux comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant.

**Art. 22.** Pour l'exercice budgétaire 1986, le délai du 1er février prévu à l'article 18 est porté à la date du 15 novembre 1986.

**Art. 23.** Le Ministre chargé de la conservation de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1986.

M. WATHELET,

Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du personnel

D. DUCARME,

Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région Wallonne

#### ÜBERSETZUNG

D. 86 — 1563

**17. JULI 1986. — Erlass der wallonischen Regionalexekutive  
über die Anerkennung der Naturschutzgebiete und die Bezuschussung der Anklufe von Grundstücken,  
die von den privaten Vereinigungen als anerkannte Naturschutzgebiete zu errichten sind**

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere der Artikel 6, 10 bis 13, 18, 19 und 37, abgeändert durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 11. April 1984, das das besagte Gesetz durch besondere Bestimmungen für die Wallonische Region ergänzt;

Aufgrund des am 25. Juni 1986 abgegebenen günstigen Gutachtens des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Haushaltskontrolle gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

In Anbetracht der grossen Bemühungen der privaten Vereinigungen im Bereich des Schutzes und der Verwaltung des Naturerbgutes;

In der Erwägung, dass diese Bemühungen anerkannt und unterstützt werden müssen,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. — Gesetzliche Bestimmungen

**Artikel 1.** Ausser bei einer ordnungsgemäss begründeten und im Anerkennungserlass vorgesehenen Abweichung finden Artikel 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und Artikel 5 des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 zur Festlegung der Regelung über die Überwachung, die Polizeigewalt und den Verkehr in den domanialen Naturschutzgebieten, ausserhalb der dem öffentlichen Verkehr übergebenen Wege, Anwendung in den anerkannten Naturschutzgebieten.

**Art. 2.** Ein mit Wäldern und Forsten bestocktes Grundstück, das der Forstordnung unterliegt, kann in Anwendung des vorliegenden Erlasses nur dann als Naturschutzgebiet anerkannt werden, wenn der in Artikel 7 vorgesehene Verwaltungsplan dem Raumordnungsplan entspricht, der in den Artikeln 31 bis 34 des Forstgesetzbuches vorgeschrieben ist.

**Art. 3.** Unter « Besitzer » versteht man im Sinne des vorliegenden Erlasses jede natürliche oder juristische Person des Privatrechts, die die Verwaltung eines Naturschutzgebietes im Hinblick auf die Erhaltung der Natur innerhalb dieses Schutzgebietes gewährleistet.

#### KAPITEL II. — Anerkennungsbedingungen

**Art. 4.** Die Exekutive kann eine Fläche als Naturschutzgebiet nur dann anerkennen, wenn ihr ökologischer und wissenschaftlicher Wert von dem Wallonischen Obersten Rat für die Erhaltung der Natur anerkannt wird.

**Art. 5.** Der Besitzer kann entweder eine natürliche Person oder eine andere juristische Person als der Staat, die Gemeinschaft oder die Region sein.

Wenn es sich um eine juristische Person des Privatrechts handelt, muss diese die Form einer Vereinigung ohne Erwerbszweck oder einer öffentlichen Einrichtung haben und in ihren Satzungen hauptsächlich die Erhaltung der Natur und die Verwaltung von Naturschutzgebieten zum Ziel haben.

**Art. 6.** Der Besitzer muss das Recht haben, das Grundstück für eine Dauer von mindestens 20 Jahren zu besitzen, entweder als Eigentümer, als Erbpächter oder als Mieter.

Er muss ebenfalls genügende Rechte nachweisen, um die Verpflichtungen zu erfüllen, die sich aus dem vorliegenden Erlass und dem Anerkennungsbeschluss ergeben, insbesondere was die Dauer der Verwendung des Grundstückes als Naturschutzgebiet betrifft.

Zum Zeitpunkt der Beantragung der Anerkennung muss der Verwalter seit mehr als einem Jahr als Verwalter des Grundstückes tätig sein.

**Art. 7.** Der Verwalter des Naturschutzgebietes, das zur Anerkennung vorgeschlagen wird, erstellt einen Verwaltungsplan.

**Art. 8.** Zum Zeitpunkt der Beantragung der Anerkennung muss die Überwachung des Naturschutzgebietes von einem Bewahrer oder einem vereidigten Aufseher ausgeübt werden können.

#### KAPITEL III. — Anerkennungsantrag

**Art. 9.** Der Antrag auf Anerkennung eines Naturschutzgebietes wird vom Eigentümer beim Minister gestellt, der mit der Erhaltung der Natur beauftragt ist.

Der Antrag enthält folgende Angaben, und nachstehend genannte Dokumente werden ihm beigelegt:

##### A. Was das Grundstück betrifft:

- 1° seine Bezeichnung, sein Flächeninhalt und seine Lokalisierung anhand eines Lageplanes;
- 2° ein Auszug aus dem Katasterplan mit Angabe der Parzellennummern der Grundstücke;
- 3° für jede Parzelle innerhalb der Fläche des Schutzgebietes eine beglaubigte Abschrift der Urkunde, die die Rechte des Besitzers an dem Gut begründet;
- 4° das Einverständnis des jeweiligen Besitzers der im Antrag erwähnten Parzellen;

##### B. Was den Besitzer betrifft:

- 1° sein Name, sein Wohnsitz bzw. sein Sitz;
- 2° der Name und die Adresse des Bewahrers bzw. des vereidigten Aufsehers, der mit der Überwachung beauftragt ist;
- 3° wenn es sich um eine Vereinigung ohne Erwerbszweck oder eine öffentliche Einrichtung handelt, ein Exemplar oder eine beglaubigte Abschrift der in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Statuten, ihre eventuellen Abänderungen sowie die Zusammensetzung des amtierenden Verwaltungsrates;

##### C. Was den Verwaltungsplan betrifft:

- 1° eine Aufzählung der zum Zeitpunkt des Anerkennungsantrags verfügbaren ökologischen Daten sowie eine Karte, die die besonders interessanten Elemente und die Aufgliederung der grossen Milieuarten angibt;
- 2° die Darlegung der durch die Verwaltung angestrebten Ziele;
- 3° die Angabe der Perioden, der Orte und der Art der Arbeiten, die notwendig sind, um diese Ziele zu erreichen;
- 4° die Modalitäten für den öffentlichen Zugang;
- 5° die Punkte, für die eine Abweichung von den Vorschriften von Artikel 1 notwendig und gerech t.

**Art. 10.** Der Anerkennungsantrag und das damit verbundene Gutachten des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur werden dem ständigen Ausschuss, in dessen Gebiet das Schutzgebiet liegt, zur Begutachtung übermittelt.

Nach Beratung — innerhalb dreissig Tagen — des Bürgermeisters- und Schöffenkollegiums, in dessen Gebiet das Schutzgebiet liegt, gibt der Ständige Ausschuss innerhalb sechzig Tagen ab Empfang der Anforderung des mit der Erhaltung der Natur beauftragten Ministers sein Gutachten über den Anerkennungsantrag ab.

Wenn das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der Ständige Ausschuss ihr Gutachten nicht innerhalb der vorgeschriebenen Fristen mitteilen, gilt das Gutachten als günstig.

**Art. 11. § 1.** Die Exekutive entscheidet über jeden Anerkennungsantrag.

Der Verweigerungsbeschluss muss begründet sein.

Der Anerkennungsbeschluss wird dem Besitzer und dem Eigentümer zugestellt. Er wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2. Die Anerkennung wird für mindestens zwanzig Jahre erteilt, ausser bei einem Entzug oder einer zeitweiligen Aufhebung gemäss Artikel 13.

§ 3. Für die Überwachung des Schutzgebietes bestimmt der Anerkennungsbeschluss den Beamten der Generalinspektion des Forstwesens und der Umwelt, der insbesondere damit beauftragt ist, für die Einhaltung der Bedingungen in bezug auf die Anerkennung und die Verwendung der Zuschüsse zu sorgen.

§ 4. Die Anerkennung kann erneuert werden. Der Erneuerungsantrag muss im Laufe des vorletzten Jahres der Periode gestellt werden, für die die Anerkennung erteilt worden ist.

Die Angaben und Dokumente, die dem Erneuerungsantrag beigelegt sind, können auf diejenigen begrenzt sein, die Abänderungen betreffen, die während der Periode erfolgt sind, für die die Anerkennung erteilt worden ist.

**Art. 12.** Der Besitzer muss den Beamten, der mit der Überwachung des Schutzgebietes beauftragt ist, jede Änderung der Personalien des Bewahrers oder des vereidigten Aufsehers sowie jede Auskunft, die vom Beamten oder von dem mit der Erhaltung der Natur beauftragten Minister verlangt wird, schriftlich mitteilen.

**Art. 13.** Wenn während der Periode, für die die Anerkennung erteilt worden ist, von einer oder mehreren Anerkennungsbedingungen abgewichen wird oder wenn ein schwerwiegender Verstoss gegen die Bestimmungen des Verwaltungsplans festgestellt wird, kann der Besitzer des Naturschutzgebietes von dem Beamten, der mit der Überwachung des Naturschutzgebietes beauftragt ist, aufgefordert werden, die notwendigen Änderungen vorzunehmen.

Wenn der Besitzer nach einer Frist von 3 Monaten der Aufforderung nicht stattgegeben hat, kann die Anerkennung von der Exekutive zurückgezogen oder zeitweilig aufgehoben werden, nachdem diese das Gutachten des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur eingeholt hat.

**Art. 14.** Wenn der Besitzer den Verwaltungsplan oder die Regelung über den öffentlichen Zugang ändern möchte, muss er die Genehmigung der Exekutive einholen, die ihre Entscheidung gemäss dem in Artikel 10 festgelegten Verfahren trifft und ihr Beschluss gemäss Artikel 11, § 1, Absatz 2 begründet.

Ferner sind die in Artikel 11, § 1 aufgestellten Regeln über die Veröffentlichung und die Mitteilung des Beschlusses ebenfalls anwendbar.

#### KAPITEL V. — Zuschüsse

**Art. 15. § 1.** Den Besitzern der anerkannten Naturschutzgebiete können Zuschüsse gewährt werden. Sie bestehen aus einem festen Grundzuschuss und aus einem Zuschuss für die Beteiligung an den Kosten für die Einrichtung des Schutzgebietes.

Im Rahmen der Haushaltsmittel und der in Artikel 69 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehenen Vollmachten legt der Minister, der mit der Erhaltung der Natur beauftragt ist, jedes Jahr den Betrag der Zuschüsse fest.

§ 2. Es darf jedoch kein Zuschuss für Naturschutzgebiete gewährt werden, die Parzellen betreffen, die dem Forstgesetzbuch unterliegen.

**Art. 16.** Um die in Artikel 15 vorgesehenen Zuschüsse zu erhalten, lässt der Besitzer dem aufgrund von Artikel 11, § 3 bestimmten Beamten spätestens am 1. Februar des Rechnungsjahres folgende Dokumente zukommen:

- einen Stand der während des abgelaufenen Jahres durchgeführten Verwaltungsarbeiten und der für das zukünftige Rechnungsjahr vorgesehenen Arbeiten;
- einen kurzen Bericht über die Entwicklung der Fauna und der Flora des Schutzgebietes sowie über die Verwaltungsprobleme und -aussichten.

Die Regeln des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle und die Gewährung der Zuschüsse sind anwendbar.

**Art. 17.** Nach Gutachten des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur können Zuschüsse für den Ankauf von Grundstücken, die als anerkannte Naturschutzgebiete zu errichten sind, zugunsten von Vereinigungen ohne Erwerbszweck oder gemeinnützigen Einrichtungen gewährt werden unter der Bedingung, dass diese die Erhaltung der Natur und die Verwaltung von Naturschutzgebieten zum Hauptziel haben und dass das Grundstück als anerkanntes Naturschutzgebiet errichtet werden kann.

Die juristischen Personen, die als Bezugsberechtigte dieser Zuschüsse anerkannt sind, sind:

— Ardenne et Gaume, Vereinigung ohne Erwerbszweck, die am 20. Dezember 1941 gegründet wurde und deren Gesellschaftssitz in 5000 Namür, Rue Coquelet 145, liegt;

— « Réserves Naturelles et Ornithologiques de Belgique », Vereinigung ohne Erwerbszweck, die am 10. Februar 1951 gegründet wurde und deren Gesellschaftssitz in 1040 Brüssel, Rue Vautier 29, liegt.

Nach Gutachten des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur kann die Exekutive anderen juristischen Personen, die eventuell den Antrag stellen würden, den Zugang zu diesen Zuschüssen eröffnen.

**Art. 18.** Um die in Artikel 17 vorgesehenen Zuschüsse zu erhalten, lassen die zwei in diesem Artikel erwähnten Vereinigungen und die gemäss diesem Artikel von der Exekutive eventuell bestimmten juristischen Personen dem mit der Erhaltung der Natur beauftragten Minister spätestens am 1. Februar des Rechnungsjahres folgende Dokumente zukommen:

1° die Liste der von ihnen während des vorangehenden Rechnungsjahres erworbenen Grundstücke mit jeweils folgenden Angaben: der Lokalisierung anhand eines Lageplans und einer Auszugs dem Katasterplan mit Angabe der Parzellennummern der Grundstücke; eine Abschrift der authentischen Urkunde für den Ankauf oder jeglichen anderen Dokumentes, das bestätigt, dass der Ankauf tatsächlich stattgefunden hat; die eventuell zuerkannten oder bewilligten Dienstbarkeiten; den gezahlten Hauptbetrag und die Beurkundungskosten;

2° eine kurze Beschreibung der biologischen Bedeutung der erworbenen Grundstücke und der gebotenen Möglichkeiten, als anerkannte Naturschutzgebiete verwaltet zu werden.

**Art. 19.** Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel legt der Minister, der mit der Erhaltung der Natur beauftragt ist, jährlich den Betrag der Zuschüsse fest, den er für den Ankauf der in Artikel 18 gemeinten Grundstücke gewährt. Dieser Betrag darf 50 Pzt. des Gesamtbetrags der vom Antragsteller während des vorangehenden Rechnungsjahres vorgenommenen Ankäufe nicht überschreiten.

Die Regeln des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle und die Gewährung der Zuschüsse sind anwendbar.

**Art. 20.** Die juristischen Personen, die für den Ankauf von Grundstücken die in den Artikeln 17 bis 19 erwähnten Zuschüsse erhalten haben, müssen innerhalb achtzehn Monaten für diese Grundstücke einen Anerkennungsantrag gemäss dem vorliegenden Erlass stellen.

Wird diese Anerkennung aus dem Grunde verweigert, dass der ökologische und wissenschaftliche Wert des Grundstückes nach Ansicht des Wallonischen Obersten Rates für die Erhaltung der Natur nicht hoch genug ist, kann der Minister, der mit der Erhaltung der Natur beauftragt ist, die Rückerstattung des gesamten Betrags der für den Ankauf der besagten Grundstücke erhaltenen Zuschüsse verlangen.

**Art. 21.** Jede volle oder teilweise veräußerung — unabhängig von der Form, einschliesslich durch Fusion, Eingliederung, Liquidation, Einlage — einer im Sinne des vorliegenden Erlasses als Naturschutzgebiet anerkannten Parzelle wird von Rechts wegen ein Vorkaufsrecht zugunsten der Wallonischen Region eröffnen.

Die Ausübung dieses Rechtes wird den Komitees für den Erwerb von unbeweglichen Gütern anvertraut gemäss dem Königlicher Erlass vom 3. November 1900 über die Komitees für den Erwerb von unbeweglichen Gütern für Rechnung des Staates, der staatlichen Einrichtungen und der Einrichtungen, an denen der Staat massgeblich beteiligt ist.

**Art. 22.** Für das Haushaltsjahr 1986 wird die in Artikel 18 vorgesehene Frist vom 1. Februar auf den 15. November 1986 festgelegt.

**Art. 23.** Der mit der Erhaltung der Natur beauftragte Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, am 17. Juli 1986.

Melchior WATHELET,

der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal

Daniel DUCARME,

der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region

#### VERTALING

N. 86 — 1563

**17 JULI 1986. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de erkenning van natuurrezervaten en de toekenning van subsidies  
met het oog op de aankoop van door privéverenigingen in erkende natuurrezervaten op te richten terreinen**

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 0, 10 tot 13, 18, 19 en 37, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 11 april 1984 waarbij de wet van 12 juli 1973 wordt aangevuld met bepalingen eigen aan het Waalse Gewest;

Gelet op het gunstig advies van 25 juni 1986 van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de budgetaire controle behoort;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende bijzondere inspanningen van privéverenigingen met het oog op de vrijwaring en het beheer van het natuurpatrimonium,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Wettige bepalingen

**Artikel 1.** Behalve op met redenen omklede afwijking en bepaald in het erkenningsbesluit zijn artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 tot vaststelling van een regeling betreffende de bewaking van de politie op en het verkeer in de staatsnatuurrezervaten van toepassing op de nieuwe erkende natuurrezervaten.

**Art. 2.** Een terrein bezet met bossen en wouden onder de bosregeling kan bij toepassing van dit besluit alleen als natuurrezervaat erkend worden als het beheerplan voorzien bij artikel 7 aan het plan van aanleg gesteld in de artikelen 31 tot 34 van het Boswetboek voldoet.

**Art. 3.** Onder « bezetter » dient te worden verstaan in de zin van dit besluit, elke privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die van het beheer van een natuurrezervaat instaat met het oog op het behoud van de natuur in dit natuurrezervaat.

#### HOOFDSTUK II. — Erkenningsvoorwaarden

**Art. 4.** De Executieve kan een gebied als natuurrezervaat erkennen onder voorwaarde dat zijn ecologische en wetenschappelijke waarde door de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud wordt erkend.

**Art. 5.** De bezetter kan hetzij een natuurlijke persoon, hetzij een rechtspersoon andere dan de Staat, de Gemeenschap of het Gewest zijn.

Als het gaat om een privaatrechtelijke natuurlijke persoon, moet deze erkend worden als een vereniging zonder winstbejag of een openbare instelling en moet hij het natuurbehoud en het beheer van de natuurrezervaten als voornaamste statutaire doel hebben.

**Art. 6.** De bezetter moet het recht hebben het terrein als eigenaar, erfpachter of huurder voor een duur van ten minste twintig jaar te bezetten.

Hij moet ook bewijzen dat hij toereikende rechten heeft om aan de verplichtingen voortvloeiende uit dit besluit en van het erkenningsbesluit te voldoen, inzonderheid met het oog op de duur van de bestemming van terrein als natuurrezervaat.

De beheerder moet bij de indiening van de erkenningsaanvraag het beheer van het terrein sedert meer dan één jaar verzekeren.

**Art. 7.** De beheerder van het voor erkenning voorgestelde natuurrezervaat stelt een beheerplan vast.

**Art. 8.** Bij de indiening van de erkenningsaanvraag moet de bewaking van het reservaat door een bewaarders of een beëdigd wachter kunnen verzekerd worden.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsaanvraag*

**Art. 9.** De erkenningsaanvraag voor een natuurreservaat wordt door de eigenaar ingediend bij de Minister belast met het natuurbehoud.

De aanvraag omvat de volgende inlichtingen en moeten vergezeld gaan van de hierna aangegeven documenten :

**A. Betreffende het terrein :**

- 1° zijn omschrijving, zijn oppervlakte en zijn lokalisatie;
- 2° een uittreksel van het kadastraal plan met vermelding van de perceelnummers van de terreinen;
- 3° voor elk in het gebied van het reservaat ingesloten perceel, een eensluidend verklaard afschrift van de akte die de rechten van de bezetter op het goed vaststelt;
- 4° het akkoord van de bezetter van elk door de aanvraag bedoeld perceel;

**B. Betreffende de bezetter :**

- 1° zijn naam, zijn woonplaats of zijn zetel;
- 2° de naam en het adres van de bewaarder of van de beëdigd wachter belast met de bewaking;
- 3° gaat het om een vereniging zonder winstbejag of een openbare instelling, een exemplaar of een eensluidend verklaard afschrift van de in de bijlagen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten, de eventuele wijzigingen ervan alsmede de samenstelling van de bestaande Raad van Beheer;

**C. Betreffende het beheerplan :**

- 1° een beschrijving van de bij de indiening van de erkenningsaanvraag beschikbare ecologische gegevens, alsmede een kaart die de bijzondere elementen van belang en de verdeling van de grote milieutypen vermeldt;
- 2° de omschrijving van de door het beheer verlangde doelstellingen;
- 3° de vermelding van de periodes, plaatsen en de aard van de werken die noodzakelijk zijn om die doelstellingen te bereiken;
- 4° de modaliteiten inzake toegang voor het publiek;
- 5° de punten waarvoor het noodzakelijk en aangetoond is om van de bepalingen van artikel 1 af te wijken.

**Art. 10.** De erkenningsaanvraag en het advies van de Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud worden voor advies gestuurd aan de bestendige deputatie op wier grondgebied het reservaat gelegen is. Na raadpleging binnen dertig dagen van het college van burgemeester en schepenen op wier grondgebied het reservaat gelegen is, brengt de bestendige deputatie, binnen zestig dagen na ontvangst van de aanvraag van de Minister belast met het natuurbehoud, haar advies over de erkenningsaanvraag uit. Indien het college van burgemeester en schepenen of de bestendige deputatie hun advies binnen voorgeschreven termijnen niet uitbrengen, wordt het advies gunstig geacht.

**Art. 11, § 1.** De Executieve beslist over elke erkenningsaanvraag.

Het weigeringsbesluit moet gegrond zijn.

Het erkenningsbesluit wordt aan de Bezetter en aan de eigenaar ter kennis gebracht. Het wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. De erkenning wordt voor een minimum van twintig jaar verleend, behalve intrekking of schorsing overeenkomstig artikel 13.

§ 3. Voor de bewaking van het reservaat, wijst het erkenningsbesluit de ambtenaar van de Algemene Inspectie voor de Bossen en het Leefmilieu aan die onder meer ervoor zorg zal dragen dat de voorwaarden inzake erkenning en toelagegebruik worden nagekomen.

§ 4. De erkenning kan hernieuwd worden.

De hernieuwingsaanvraag moet ingediend worden tijdens het tweede jaar vóór het einde van de periode waarvoor de rekening werd verleend. De inlichtingen en stukken die de hernieuwingsaanvraag vergezellen, kunnen slechts wijzigingen betreffen die tijdens de periode waarvoor de erkenning werd verleend, gebeuren.

**Art. 12.** De bezetter is verplicht elke identiteitswijziging van de bewaarder of van de beëdigde bewaker, alsmede elke inlichting gevraagd door de ambtenaar of de Minister belast met het natuurbehoud aan de ambtenaar belast met de bewaking van het reservaat schriftelijk mede te delen.

**Art. 13.** Indien tijdens de periode waarvoor de erkenning werd verleend van één of verschillende erkenningsvoorwaarden wordt afgeweken of bij ernstige niet-naleving van de bepalingen van het beheerplan, kan de bezetter van het natuurreservaat door de ambtenaar belast met de bewaking van het natuurreservaat in gebreke gesteld worden om de nodige wijzigingen aan te brengen.

Indien de bezetter aan de aanmaning na drie maanden geen gevolg heeft gegeven, kan de erkenning door de Executieve ingetrokken of geschorst worden na zij het advies van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud ingewonnen heeft.

**Art. 14.** Indien de bezetter het beheerplan of het toegangsreglement voor het publiek wil wijzigen, is hij verplicht de machtiging van de Executieve te vragen die overeenkomstig artikel 10 bepaalde procedure beslist en haar beslissing overeenkomstig artikel 11, § 1, lid 2, met redenen omkleedt.

Bovendien zijn de in artikel 11, § 1, vermelde regels betreffende de bekendmaking en de kennisgeving van de beslissing ook van toepassing.

HOOFDSTUK V. — *Toelagen*

**Art. 15, § 1.** Toelagen kunnen aan de bezetters van erkende natuurreservaten verleend worden. Ze bestaan uit een vaste basistoelage en uit een toelage voor participatie in de aanlegkosten van het reservaat.

Binnen de perken van de begrotingskredieten en van de bij artikel 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde delegaties, stelt de Minister belast met het natuurbehoud jaarlijks het bedrag van de toelagen vast.

§ 2. Geen toelage kan echter verleend worden voor natuurreservaten betreffende de percelen onder bosregeling.

**Art. 16.** Om van de in artikel 15 bedoelde toelagen te genieten, doet de bezetter aan de krachtens artikel 11, § 3, aangewezen ambtenaar en ten laatste op 1 februari van het boekjaar, de volgende stukken toekomen :

— een staat van de tijdens het verlopen jaar verrichte beheerswerkzaamheden en van de voor het volgende boekjaar geplande werkzaamheden;

— een kort verslag over de evolutie van de fauna en van de flora in het reservaat, alsmede over de problemen en perspectieven van zijn beheer.

De bepalingen van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 betreffende de controle en de toekenning van toelagen zijn van toepassing.

**Art. 17.** Toelagen kunnen verleend worden aan verenigingen zonder winstbejag of instellingen van openbaar nut voor de aankoop van in natuurreservaten op te richten terreinen na advies van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud, onder voorwaarde dat zij als voornaamste doel het natuurbehoud en het beheer van natuurreservaten hebben en onder voorwaarde dat het terrein in een erkend natuurreservaat kan opgericht worden.

De natuurlijke personen die die toelagen kunnen genieten zijn :

— Ardenne en Gaume, vereniging zonder winstbejag opgericht op 20 december 1941 en die haar maatschappelijke zetel te 5000 Namen, rue de Coquelet 145 heeft;

— Réserves naturelles et ornithologiques de Belgique, vereniging zonder winstbejag opgericht op 10 februari 1951 en die haar maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Vautierstraat 29 heeft.

Na advies van de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud kan de Executieve die toelagen verlenen aan andere natuurlijke personen die die toelagen zouden vragen.

**Art. 18.** Om de in artikel 17 bedoelde toelagen te genieten, doen de in dit artikel bedoelde twee verenigingen en de overeenkomstig ditzelfde artikel door de Executieve eventueel aangewezen natuurlijke personen ten laatste op 1 februari van het boekjaar de volgende stukken toekomen aan de Minister belast met het natuurbehoud :

1° de lijst van de terreinen die zij tijdens het verlopen jaar hebben aangekocht met voor elke de volgende aanvullingen : localisatie door middel van een situatieplan en van een uittreksel van het kadastraal plan met vermelding van de perceelnummers; een afschrift van de authentieke koopakte of van elk stuk dat deze aankoop bewijst; de eventueel toegekende en verleende erfdienstbaarheden; de prijs betaald als hoofdsom en de aktekosten;

2° een korte beschrijving van biologische waarde van de aangekochte terreinen en van hun mogelijkheden om in erkende natuurreservaten beheerd te worden.

**Art. 19.** Binnen de perken van de begrotingskredieten, stelt de Minister belast met het natuurbehoud jaarlijks het bedrag vast van de toelagen die hij voor de aankoop van de in artikel 18 betrokken terreinen verleent.

Dit bedrag mag niet groter zijn dan 50 pct. van het totale bedrag van de door de aanvrager tijdens het verlopen boekjaar verrichte aankopen.

De bepalingen van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 betreffende de controle en de toekenning van toelagen zijn van toepassing.

**Art. 20.** De natuurlijke personen die voor de aankoop van terreinen de in de artikelen 17 tot 19 omschreven toelagen hebben genoten, zijn verplicht overeenkomstig dit besluit een erkenningsaanvraag daarvoor binnen achttien maanden in te dienen.

Indien die erkenning wordt geweigerd omdat de Waalse Hoge Raad voor natuurbehoud de ecologische en wetenschappelijke waarde van het terrein onvoldoende oordeelt, kan de Minister belast met het natuurbehoud de totale terugbetaling eisen van de voor de aankoop van die terreinen verleende toelagen.

**Art. 21.** Elke gehele of gedeeltelijke vervreemding, ongeacht haar vorm, met inbegrip van fusie, opslorping, inbreng in vennootschappen, van een erkend natuurreservaat in de zin van dit besluit zal van rechtswege aan het Waalse Gewest, een recht van voorkoop verlenen.

De uitoefening van dit recht wordt overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 november 1986 betreffende de komités voor het aankopen van onroerende percelen voor rekening van de Staat, van staatsinstellingen en instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft, aan de komitees voor het aankopen van onroerende percelen toegekend.

**Art. 22.** Voor het begrotingsjaar 1986 is de bij artikel 18 bepaalde termijn tot 15 november verlengd.

**Art. 23.** De Minister tot wiens bevoegdheid het natuurbehoud behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1986.

Melchior WATHELET,

Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel.

Daniel DUCARME,

Minister van het Waalse Gewest voor Leefmilieu en Landbouw.

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 30 september 1986 zijn benoemd :

— eerstaanwezend klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, Mevr. Tallieu, M., klerk-griffier bij die rechtbank;

— hoofdgriffier van de politierechtbank te Brussel, de heer Truyens, F., griffier bij die rechtbank;

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 30 septembre 1986 sont nommés :

— commis-greffier principal au tribunal de première instance d'Audenarde, Mme Tallieu, M., commis-greffier à ce tribunal;

— greffier en chef au tribunal de police de Bruxelles, M. Truyens, F., greffier à ce tribunal;